

Deux questions à Hannah Neumann, eurodéputée allemande (Groupe des Verts/Alliance libre européenne), vice-présidente de la sous-commission Droits de l'homme

1/ ICAN France : La France tente de construire une relation plus privilégiée avec l'Allemagne depuis l'arrivée du président Macron. Vu d'Europe, comment voyez-vous cette volonté et cette notion « d'autonomie stratégique », qui cache évidemment le terme de « dissuasion nucléaire » ?

Mme Hannah Neumann : Le président Emmanuel Macron s'est fixé pour objectif de relancer les relations franco-allemandes et d'établir un « nouveau partenariat » entre Paris et Berlin. Cependant, dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité, cette revendication n'a guère été jusqu'à présent satisfaisante.

M. Macron utilise depuis quelques années l'expression d'« autonomie stratégique » pour exprimer ses attentes vis-à-vis de la politique de défense de l'Union européenne, afin de dire que l'UE devrait être capable d'agir militairement indépendamment des États-Unis. C'est une illusion, parce que l'UE ne sera pas en mesure de le faire avant de nombreuses années et de telles actions isolées ne sont pas désirables. M. Macron ne semble pas non plus vouloir un véritable transfert de souveraineté au niveau européen. Ainsi en raison de ses actions isolées en matière de politique étrangère, par exemple en Libye et au Mali, ou par des livraisons d'armes à l'Égypte, il rend absurde la revendication d'une prétendue « autonomie stratégique » de l'UE. En effet, une politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ne peut réussir que si tous les États membres adoptent la même stratégie et si les intérêts des États membres d'Europe orientale, par exemple, sont également pris en considération. J'ai également critiqué à plusieurs reprises cette démarche française en matière de politique étrangère et de sécurité dans [mes interventions au Parlement européen](#).

Afin de renforcer le concept d'« autonomie stratégique » nucléaire, le président Macron a proposé en février 2020 d'intégrer l'arsenal nucléaire français dans une stratégie de défense européenne commune et d'associer les partenaires européens à des exercices militaires nucléaires. Cela n'a pas suscité beaucoup d'enthousiasme à Berlin, sans doute en partie parce que la France voulait que les autres États membres européens participent au financement de son programme nucléaire, mais pas à la décision de déployer ou non des ogives nucléaires. L'Allemagne continue de s'efforcer de développer l'Otan et la PSDC en tant qu'organisations fondamentales de la politique étrangère et de sécurité allemande. Je pense que c'est juste. Le principe de base d'une politique de défense européenne doit être la paix par le désarmement, et non la paix par la dissuasion ; cette dernière est vouée à l'échec.

2/ ICAN France - Le sujet de la « défense » est devenu de plus en plus important au sein de l'UE. Mais le rôle de l'arsenal nucléaire français est rarement discuté de manière directe, et donc encore moins le sujet du désarmement nucléaire. Comment serait-il possible d'accroître l'attention des parlementaires sur ces questions

Mme Hannah Neumann : Nous, les Verts, sommes depuis longtemps engagés en faveur du désarmement nucléaire. Après tout, les armes nucléaires constituent une menace pour l'ensemble de l'humanité et n'apportent aucune valeur supplémentaire en termes de politique de sécurité.

Au Parlement européen, de nombreux députés peuvent être mobilisés sur cette question. Par exemple, la campagne de signature auprès des eurodéputés par ICAN en faveur du Traité des Nations unies sur l'interdiction des armes nucléaires a remporté un grand succès. Plus récemment, mon collègue français Mounir Satouri (également Verts/ALE) a rédigé un appel protestant contre l'annonce par le Royaume-Uni de l'augmentation de son arsenal nucléaire. Cet appel a été soutenu par de nombreux députés européens. Et, bien sûr, le programme nucléaire iranien est toujours présent dans nos esprits.

En revanche, le programme d'armement nucléaire français fait rarement l'objet de discussions au Parlement. Nous devons continuer à faire pression pour que le désarmement nucléaire au sein de l'UE soit abordé, même si le gouvernement français n'y est pas favorable ; celui-ci ne souhaitant pas voir son statut de puissance nucléaire être remis en question. Je suis donc heureuse d'avoir également des collègues français qui travaillent avec moi pour changer cela. Le désarmement nucléaire mondial est, et reste une question de sécurité essentielle. Je suis heureuse de constater que des initiatives dans ce domaine continuent d'émaner de la société civile, du monde universitaire et des différents États membres de l'UE. Au Parlement, nous pouvons les reprendre et les renforcer.

Zwei Fragen für Hannah Neumann, Deutsches MdEP (Bündnis 90/Die Grünen) Stellvertretende Vorsitzende, Unterausschuss Menschenrechte

1/ **Mme Hannah Neumann** : Präsident Emmanuel Macron hat zwar das Ziel ausgegeben, die deutsch-französischen Beziehungen wiederzubeleben und eine „neue Partnerschaft“ zwischen Paris und Berlin zu begründen. Allerdings zeigt sich gerade im Bereich der Außen- und Sicherheitspolitik, dass dieser Anspruch bisher kaum eingelöst werden konnte.

Für seine Erwartungen an die verteidigungspolitischen Aufgaben der EU verwendet Macron seit einigen Jahren das Schlagwort „strategische Autonomie“, um auszudrücken, dass die EU von den USA in Zukunft unabhängig militärisch agieren können sollte. Das ist eine Illusion, weil die EU noch über viele Jahre dazu nicht in der Lage sein wird und derartige Alleingänge nicht erstrebenswert sind. Eine wirkliche Abgabe von Souveränität an die europäische Ebene scheint Macron auch gar nicht anzustreben:

Gerade mit außenpolitischen Alleingängen beispielsweise in Libyen und in Mali oder den umfangreichen Waffenlieferungen an Ägypten führt Macron die Forderung nach einer vermeintlichen „strategischen Autonomie“ der EU ad absurdum. Denn eine erfolgreiche Gemeinsame Sicherheits- und Verteidigungspolitik (GSVP) kann nur gelingen, wenn alle Mitgliedsstaaten dieselbe Strategie verfolgen und auch die Interessen beispielsweise der osteuropäischen Mitgliedsstaaten mitgedacht werden.

Dieses außen- und sicherheitspolitische Vorpreschen Frankreichs habe ich auch mehrfach in meinen Reden im Europaparlament [kritisiert](#).

Um das Konzept einer „strategischen Autonomie“ nuklear zu untermauern, schlug Präsident Macron im Februar 2020 vor, das französische Nukleararsenal in eine gemeinsame europäische Verteidigungsstrategie einzubinden und die europäischen Partner an entsprechenden französischen Militärübungen zu beteiligen. Dies stieß in Berlin auf wenig Begeisterung, was sicher auch daran lag, dass Frankreich die anderen europäischen Mitgliedsstaaten zwar an der Finanzierung seines Atomprogramms beteiligen wollte – nicht aber an der Entscheidung, wann und ob nukleare Sprengköpfe eingesetzt werden. Deutschland zielt nach wie vor darauf ab, die NATO und die GSVP als grundlegende Organisationen deutscher Außen- und Sicherheitspolitik weiterzuentwickeln. Das finde ich richtig. Das Grundprinzip einer europäischen Verteidigungspolitik muss dabei Frieden durch Abrüstung, nicht Frieden durch Abschreckung sein. Denn letzteres ist zum Scheitern verurteilt.

2/ **Mme Hannah Neumann** : Wir Grünen setzen uns schon lange für nukleare Abrüstung ein. Schließlich sind Atomwaffen eine Bedrohung für die gesamte Menschheit und bringen keinen sicherheitspolitischen Mehrwert.

Im Europaparlament lassen sich viele Abgeordnete für das Thema mobilisieren. Zum Beispiel war die ICAN-Unterschriftenkampagne zur Unterstützung des UN-Atomwaffenverbotsvertrag im Parlament ein großer Erfolg. Jüngst hat mein französischer Kollege Mounir Satouri (ebenfalls Grüne/EFA) einen Appell verfasst, in dem gegen die britische Ankündigung einer Ausweitung des Nuklearwaffenarsenals protestiert wurde – der Appell wurde von zahlreichen Abgeordneten mitgetragen. Und natürlich beschäftigt uns das iranische Atomprogramm immer wieder.

Das französische Nuklearwaffenprogramm ist dagegen selten Gegenstand von Diskussionen im Parlament. Hier müssen wir weiter darauf drängen, dass wir uns auch mit nuklearer Abrüstung innerhalb der EU beschäftigen, auch wenn die französische Regierung immer wieder Widerstand leistet – sie will nicht, dass ihr Status als Atommacht in Frage gestellt wird. Ich bin deshalb froh, dass ich auch französische Kolleg*innen habe, die sich mit mir dafür einsetzen, dass sich das ändert. Die globale nukleare Abrüstung ist und bleibt ein sicherheitspolitisches Kernthema. Ich freue mich, wenn diesbezüglich immer wieder Initiativen aus der Zivilgesellschaft, aus der Wissenschaft und von einzelnen Mitgliedsstaaten der EU kommen. Diese können wir im Parlament aufgreifen und verstärken.